

Le Monde

p. 1. 6.1.2001

Comment relancer le débat européen

PLUS LES JOURS passent, et plus les jugements portés sur le sommet européen de Nice se font sévères. Jacques Chirac l'a reconnu lui-même en petit comité : « *Pour faire l'Europe, il faut une volonté et une vision, et aujourd'hui les visionnaires sont fatigués.* » Nicole Fontaine, présidente du Parlement de Strasbourg, va plus loin lorsqu'elle déclare dans un entretien au *Parisien* : « *Le problème est surtout qu'on assiste, chez les hommes politiques, à une sorte de renationalisation des esprits.* » Ce n'est pas Hubert Védrine qui la démentira : « *Quand le moteur franco-allemand est affaibli, écrivait-il dans son récent livre, Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation (Fayard), rien ne vient le remplacer* », et, dans le long article qu'il a donné en décembre au *Monde diplomatique* sur sa politique étrangère, il parle à peine de l'Europe. Etrange, en un moment où notre pays exerçait la présidence de l'UE.

Personne n'attend de la présidence suédoise, qui a pris sa relève, une relance de ce qu'on appelait autrefois la construction européenne. Elle s'est donné comme programme « *les trois E* » : élargissement, emploi, environnement. Faut-il s'en contenter, en se disant qu'il y a assurément beaucoup à faire dans ces trois domaines ? Ce n'était pas la

peine alors de répéter à longueur de journée depuis des années : a) qu'il ne saurait y avoir d'élargissement sans approfondissement ; b) que l'approfondissement en question, dont Helmut Kohl avait accepté en son temps le principe, constituait la contrepartie *sine qua non* d'une réunification faisant de l'Allemagne le pays le plus peuplé et le plus puissant du continent.

Ce serait aussi ignorer que, sous le double coup d'élections « abracadabrantesques » et d'un blues économique dont profite déjà l'euro, la conjoncture américaine a changé du tout au tout, offrant une nouvelle chance à l'UE. La sympathie que la plupart des gouvernements européens éprouvaient pour la candidature Gore était tempérée par la crainte de voir l'impérieuse Madeleine Albright, qui regardait l'OTAN comme le principal facteur d'unification de l'Europe, remplacée à la tête du département d'Etat par l'actuel ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, Richard Holbrooke, dont on a pu souvent constater, notamment dans les Balkans, la tendance à se mêler de tout.

André Fontaine

Lire la suite page 13

GOUVERNEMENT Lionel Jospin a réuni ses ministres, jeudi 4 janvier, à l'hôtel Matignon. Cette discussion a permis au premier ministre de mobiliser son équipe, et de faire l'in-

ventaire de l'ensemble des thèmes en cours ou en préparation. Lionel Jospin entend démontrer qu'il n'est pas menacé par l'immobilisme, comme l'a suggéré le chef de l'Etat, le 31

décembre 2000. ● LA RÉFORME DE LA PRESTATION autonomie pour les personnes âgées sera présentée au conseil des ministres avant mars. ● M. VAILLANT, ministre de

l'intérieur veut relancer le débat sur la décentralisation. ● POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, M. Jospin ne veut pas se retrouver dans la situation de dépendance hiérarchique qui

fut celle de Jacques Chirac face à François Mitterrand, en 1988. Il envisage donc de quitter Matignon au moment où il officialisera sa candidature, au début de l'année 2002.

Le Monde E. 1. 2001 p. 6.

Lionel Jospin fixe le programme de son « année utile »

La réunion du gouvernement, jeudi 4 janvier, a été l'occasion pour le premier ministre de mobiliser son équipe. Il a invité chaque ministre à poursuivre le travail de réforme engagé depuis trois ans. Il envisage de quitter Matignon au moment où il officialisera sa candidature

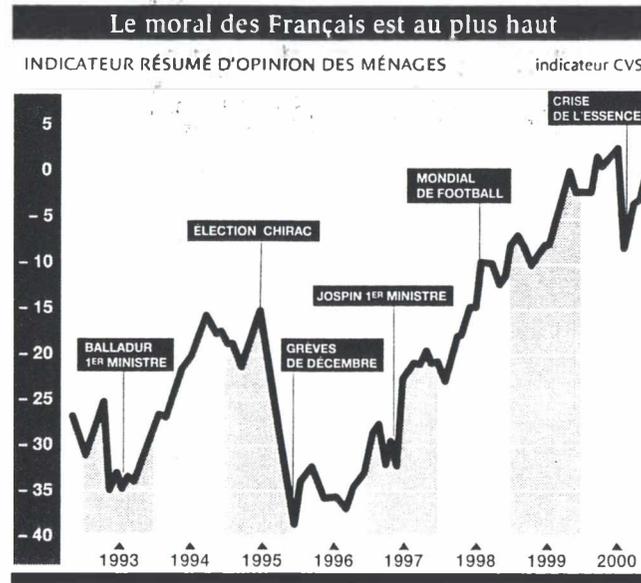
QUE C'EST LONG, dix-sept mois ! Dix-sept mois, c'est le temps qui sépare de l'élection présidentielle de 2002 et qu'il va bien falloir remplir. Et ce « remplissage »-là figurait, jeudi 4 janvier, au programme de la réunion de ministres à Matignon. Bien qu'il n'ait jamais été cité, un convive s'est imposé dans la discussion générale : Jacques Chirac, avec son adresse implicite au gouvernement pour faire de 2001 « une année utile ». Dix-sept mois, a observé Jean-Claude Gayssot, ministre des transports et de l'équipement, qui s'était livré à un savant calcul, c'est autant, voire plus, que ce dont beaucoup de gouvernements précédents ont disposé et « cela laisse donc du temps pour agir ».

Pas question, a souligné le premier ministre, de se laisser engluier dans les accusations d'immobilisme que ne manquera pas de porter l'opposition. « Le gouvernement ne va pas se croiser les bras », a-t-il dit. Pas question, non plus, de partager avec la droite le retour de la croissance, comme a tenté de le faire M. Chirac en évoquant, à l'occasion de ses vœux du 31 décembre, le travail « des gouvernements successifs ». La croissance, qu'on se le dise, c'est eux et personne d'autre. Encore, faut-il que cela se sache. Evoquant au passage la publication, le jour même, de l'indice sur le moral des ménages qui atteint un niveau record à la fin de l'année 2000 (voir ci-contre), M. Jospin s'est félicité de ce « message favorable ». « Rien n'est acquis », a-t-il toutefois ajouté, en insistant sur les aléas de l'action politique, que le coup de

semence de l'automne 2000 lui avait brutalement rappelés.

M. Jospin a donc appelé son équipe à l'aide. Comme on l'enferme dans « une bulle présidentielle » - « soit on me taxe d'autosatisfaction quand je parle, soit on me reproche de me taire », a-t-il observé -, il a besoin d'être relayé par les ministres pour valoriser le bilan du gouvernement, notamment sur la parité, ce « séisme politique » selon Jack Lang et sur les 35 heures - avant les élections municipales et cantonales. « Il faut tout de même montrer qu'il y a les gouvernements qui ont regardé passer les trains et d'autres qui ont agi », a déclaré le ministre de la ville, Claude Bartolone. « La presse régionale est beaucoup plus lue que la presse nationale », a rappelé, sur ce point, le garde des sceaux, Marylise Lebranchu, en encourageant ses collègues à sillonner le pays.

Pendant que les ministres valoriseront l'acquis, M. Jospin, lui, pourra se consacrer à l'avenir. Le premier ministre s'est donc enquis de ce que recélaient en projets les tiroirs ministériels. Du visible, du « à gauche », du « majorité plurielle », ont plaidé plusieurs participants, qui ne veulent pas voir se renouveler l'alliance de circonstance entre le PS et une partie de la droite, qui a permis l'adoption par les députés du texte sur l'inversion du calendrier. Attention, a toutefois observé Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, tout ne sera pas possible. Si les perspectives économiques sont « bonnes », avec un euro au prix prévu en 2002, et une inflation en baisse, la croissance ne devrait pas dépasser



L'enquête mensuelle de conjoncture de l'Insee, publiée jeudi 4 janvier, témoigne que le moral des ménages a atteint, en décembre, un niveau record (+3, en hausse de 6 points) depuis la création de cet indicateur en 1987, après la brusque dépression enregistrée à l'automne au moment de la crise de l'essence. L'« indicateur résumé », établi à partir d'une enquête auprès de 2 000 ménages, fait la synthèse de l'opinion des Français sur l'évolution passée et les perspectives d'évolution de la situation financière personnelle et du niveau de vie en France, ainsi que sur l'opportunité d'acheter.

ser 3 %. Les marges d'action financières sont donc réduites, a-t-il prévenu.

La discussion a ensuite porté sur le « temps utile » disponible d'ici la fin de la législature. Le ministre chargé des relations avec le Parlement, Jean-Jack Queyranne, a présenté à ses collègues le calendrier parlementaire. Avant les municipales, seuls les textes sur l'inversion du calendrier et l'épargne salariale devraient être

menés à terme. A cela s'ajoute le débat sur la décentralisation, organisé le 17 janvier, et dans lequel M. Jospin hésite encore à intervenir (lire ci-dessous).

Priorité sera ensuite donnée à des textes à forte connotation sociale. Il faut « sélectionner et hiérarchiser », a prévenu M. Jospin. Le projet de loi sur la dépendance des personnes âgées, défendu par Elisabeth Guigou, devrait ainsi symboliquement figurer à l'ordre

du jour du conseil des ministres avant mars, pour une adoption en première lecture à l'Assemblée d'ici le mois de juin. La réforme des tribunaux de commerce sera aussi inscrite dans la présente session.

Quelques idées nouvelles ont été bienvenues : le secrétaire d'Etat au petites et moyennes entreprises et à la consommation, François Patriat, aurait ainsi convaincu le premier ministre de la nécessité d'inscrire à l'ordre du jour du Parlement, un projet de loi d'orientation sur l'artisanat. Et la proposition du ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, d'organiser prochainement un séminaire du gouvernement, « ouvert à la société civile » sur la question de la violence des adolescents, a elle aussi fortement intéressé M. Jospin. Avant M. Lang, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, avait longuement insisté sur la nécessité, pour le gouvernement, de prendre des initiatives en matière de sécurité, qui sera l'un des enjeux décisifs des élections municipales.

Dans ce débat de politique générale, très « libre et tonique » selon un participant, l'actualité s'est aussi invitée avec les dernières décisions du Conseil constitutionnel censurant plusieurs projets de loi du gouvernement. S'appuyant sur les commentaires publiés dans la presse, Jean Glavany, ministre de l'agriculture, a observé que le Conseil « apparaît comme un allié politique de Jacques Chirac. Ce n'est pas le rôle que lui confie la Constitution », a-t-il dit. Le risque est grand de voir le projet de loi relatif au statut de la Corse - autre réforme à

laquelle M. Jospin tient beaucoup - subir, lui aussi, la censure constitutionnelle, a-t-il souligné. Le « calendrier utile » devra donc aussi prendre en compte les retours de la copie gouvernementale, pour correction. « Espérons que les sages seront vraiment sages », a soupiré le premier ministre.

« Soit on me taxe d'autosatisfaction quand je parle, soit on me reproche de me taire »

Lionel Jospin

Enfin, à l'adresse de tous ses ministres candidats aux élections municipales, qui désertent de plus en plus leurs ministères, M. Jospin a adressé une mise en garde : à partir du 11 février, leur a-t-il dit, « plus question d'utiliser les moyens de l'Etat » pour rejoindre leurs terres électorales. « Prenez le temps qu'il faut pour faire vos campagnes mais pas au-delà de ce qui est nécessaire à l'action gouvernementale », a-t-il ajouté. La mise en garde n'a pas dû paraître bien sévère : à peine le séminaire du gouvernement était-il terminé que les ministres s'empressaient de monter dans leur voiture pour rejoindre au plus vite, leurs fiefs électoraux.

Gérard Courtois,
Michel Noblecourt
et Pascale Robert-Diard

Comment relancer le débat européen

Suite de la première page

Tel n'est assurément pas l'état d'esprit de Condoleeza Rice, qui s'apprête à devenir le Kissinger - black - du second président Bush. Définissant il y a un an, dans un article de *Foreign Affairs*, le credo de l'équipe républicaine en matière de politique étrangère, elle concluait que celle-ci devrait être basée sur « le solide terrain de l'intérêt national, et non des intérêts d'une illusoire communauté internationale ». Elle ajoutait : « L'Amérique peut utiliser sa puissance sans arrogance et poursuivre ses intérêts sans se montrer impérialiste ni fracassante. Si elle agit ainsi en accord avec ceux qui partagent ses valeurs fondamentales, le monde deviendra plus prospère, démocratique et pacifique. »

Belles paroles, dira-t-on, mais qu'en résultera-t-il sur le plan pratique ? Le général Powell, qui va devenir secrétaire d'Etat, a fait ses preuves lorsque, au moment de la guerre du Golfe, il était à la tête des armées américaines : c'est un militaire de l'école Eisenhower, c'est-à-dire qu'il déteste faire couler le sang, et notamment celui de ses compatriotes. Mais, surtout, les déclarations de divers porte-parole de la nouvelle équipe montrent que celle-ci entend avant tout doter les Etats-Unis du National Missile

Defence, nouvel avatar de la guerre des étoiles. Il est supposé être capable de détruire en vol par le seul effet du choc, et quel que soit son point de départ, n'importe quel engin menaçant le territoire américain. On ne risque pas beaucoup de se tromper en disant que le NMD va rapidement devenir l'un de ses thèmes principaux des débats de politique étrangère dans le monde (*Le Monde* du 3 janvier). Censé compléter un maillage de dissuasion qui n'a plus de sens, dans sa forme actuelle, depuis qu'a disparu la menace soviétique, il devrait pouvoir neutraliser la dizaine de fusées intercontinentales dont dispose la Chine, plus les engins dont cherchent à se doter les « rogue States », les « Etats-voyous », comme la Corée du Nord, l'Irak ou l'Irak, pour lesquels Washington cherche actuellement des qualificatifs plus aimables.

OREILLES ATTENTIVES

Ce mirifique projet soulève comme on sait beaucoup d'objections aux Etats-Unis même, en Russie, où on lui reproche, non sans raison, de remettre en question le traité de 1963 sur les ABM - les antimissiles -, en Chine, naturellement, où l'on y voit un moyen de perpétuer l'indépendance de fait de Taïwan, mais aussi en Europe, où l'on redoute qu'il ne nourrisse un retour, toujours possible, des Etats-Unis à l'isolationnisme.

Il serait inconcevable que les Quinze de l'UE ne parviennent pas à élaborer, sur ce sujet, une posi-

tion commune. D'une manière générale, il devrait d'ailleurs leur être plus facile de s'entendre entre eux sur les réponses à apporter à des décisions américaines, dès lors que celles-ci seraient prises au nom de l'intérêt national, et non plus de grands principes. Cela dit, il serait surprenant que la diplomatie de Washington, face à une opposition un peu ferme, ne cherche pas à diviser ses rangs, et surprenant aussi qu'elle ne rencontre pas d'oreilles plus attentives que d'autres.

Du moins peut-on se dire que l'avènement de la nouvelle administration américaine, coïncidant avec un net fléchissement économique, ouvre à une Europe somnolente matière à un beau débat. Mais il faut en définir le cadre. Bien sûr, il n'est pas interdit aux gouvernements de l'alimenter. Mais la bienveillance se faisant plutôt rare entre membres de l'UE, on peut se demander s'il n'y aurait pas intérêt

à ce qu'il se déroule d'abord au sein de l'institution la moins marquée par les divisions nationales, le Parlement européen, puisque c'est la seule où les regroupements se fassent autour de courants idéologiques et non d'appartenances étatiques.

Reste qu'il se rendrait service à lui-même et renforcerait son autorité en exprimant le vœu d'une réduction du nombre de ses membres, ridiculement grossi par le sommet de Nice, et d'une modification du mode de scrutin. Le système en vigueur des listes nationales en réduit la portée à celle d'un sondage en grandeur réelle. C'est seulement lorsque les candidats au Parlement de Strasbourg seront suffisamment proches de leurs électeurs pour leur parler de la façon dont ils conçoivent l'avenir de l'UE qu'on a une chance sérieuse d'assister à une vraie relance du débat européen.

André Fontaine